

## Le Maroc entre exigences populaires et stabilité politique

La tendance des investissements directs étrangers (IDE) et des partenariats qui s'établissent au niveau de la rive Sud de la Méditerranée, notamment dans la région maghrébine, est révélatrice des effets des révoltes populaires sur les économies des pays in situ. Plusieurs indicateurs économiques démontrent que la majorité des Etats touchés par le Printemps arabe ont affiché des prestations économiques moyennes et, plus particulièrement, une régression en matière d'attrait des investissements. C'est en effet ce qui ressort d'un rapport, concernant le premier trimestre de l'année 2011, établi par l'Observatoire des annonces d'investissement et de partenariat en Méditerranée, ANIMA-MIPO soutenu en cela par le programme Invest In Med. Cet institut note, qu'à l'épreuve des soulèvements populaires, la chute des projets d'investissement en Tunisie, en Egypte, en Libye, en Jordanie ou encore en Syrie est palpable. Les chiffres enregistrés rappellent des niveaux connus au premier trimestre de l'année 2009 juste après le début de la récession internationale. L'Algérie et le Liban restent toutefois stables et l'activité au Maroc repart à la hausse. La Turquie et Israël demeurent par ailleurs en tête, souligne le rapport.

Plus précisément, le nombre d'annonces de projets d'IDE dans ces pays, au début de l'année 2011, a diminué de 13% par rapport au rythme de l'année 2010, avec notamment 184 projets établis en 2011 contre 845 projets en 2010. Pour leur part, les partenariats d'entreprises dans la région ont globalement connu un net recul avec 76 annonces lors du premier semestre de l'année 2011 contre 511 annonces de partenariat au titre de l'année 2010. La Tunisie et l'Egypte ont connu une baisse importante, de l'ordre de 50%, en matière d'annonces d'IDE comparativement avec l'année 2010. La Libye est à moins 25%. Les intentions d'investissement ont également diminué de deux tiers en Syrie et d'un tiers en Jordanie. Ceci étant, au titre des deux années, 2010 et 2011, les mêmes tendances sont constatables au Liban et en Algérie. La situation y demeure donc inchangeable. Au cours de cette même période, seul le Maroc se démarque dans la mesure où il enregistre la seule augmentation significative en nombre d'IDE.

«Le pays conserve la confiance des investisseurs, confirmant ainsi la dynamique plutôt encourageante enregistrée en 2010» note l'Observatoire. Les chiffres enregistrés égalent ceux des années 2006 et 2007 où des scores record ont été atteints. Le Maroc enregistre donc la meilleure prestation de la région, après la Turquie, et se place à égalité avec Israël. Ces chamboulements économiques dans le monde arabe étaient à vrai dire prévisibles et s'expliquent profondément par le contexte des révoltes populaires. Car, au-delà du climat des affaires et des mesures incitatives à l'investissement, la stabilité institutionnelle d'un pays donné, véritable assurance contre les aléas politiques, constitue un élément décisif qui conditionne dans une large mesure le choix d'investir d'un détenteur de capital. Même si les données ci-dessus exposées ne concernent que le premier trimestre de l'année 2011, elles donnaient déjà une idée claire sur la période qui s'ensuivait. Ainsi, il est tout à fait logique que des pays comme la Tunisie, l'Egypte ou la Libye, où des régimes entiers ont été déçus, connaissent une régression en matière d'investissements. Leurs économies se trouvent aujourd'hui encore sous le coup du climat d'incertitude et d'instabilité y régnant. La situation en Syrie est marquée par l'insécurité totale et la Jordanie semble beaucoup plus payer le prix de son environnement géopolitique incertain que de ses événements internes. L'Algérie, qui n'a pas connu une mouvance sociale conséquente, et le Liban resté totalement à l'abri des révoltes, bénéficient d'une certaine stabilité, même de façade. Dans cette vision des choses, si le Maroc a pu préserver la confiance des investisseurs et enregistrer des résultats positifs, c'est qu'il a su concilier entre exigences populaires et stabilité politique. En effet, l'interaction entre le régime politique et la masse populaire était positive et, partant de là, la bonne marche des institutions n'a jamais été mise en péril et le changement de gouvernement s'est opéré à travers le procédé démocratique des élections. Le statut de la Monarchie n'a, à aucun moment, été mis en question par les protestataires puisque cette institution demeure au-dessus des vicissitudes politiques et fait l'objet d'un consensus populaire.

Suite aux élections législatives du 25 novembre 2011 et la victoire du Parti de la justice et du développement (PJD), l'Agence de notation financière, Standard and Poor's, a maintenu sa confiance au Maroc en lui réattribuant une note «BBB». Laquelle signifie que le Royaume demeure un pays stable malgré les ramifications du Printemps arabe. Dans le même ordre d'idées, la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur «COFACE» a considéré que le Maroc n'est pas un pays à risque et que la situation y demeure acceptable pour les investisseurs. Pour cette raison, elle lui a octroyé une note «A4». Ces deux indices, émanant d'organismes spécialisés, sont révélateurs de la stabilité dont bénéficie le Royaume et qui a fait de lui en 2011 une destination privilégiée des investisseurs étrangers. Ceci dit, le Maroc est en mesure de tirer plus de profit du contexte actuel, en exploitant davantage ses atouts, eu égard à sa situation particulière comparée au climat d'insécurité ayant cours dans d'autres pays de la rive méridionale de la Méditerranée.

<http://www.maghress.com/fr/author?name=Centre%20d%27%C3%A9tudes%20internationales>